

Peu d'amélioration pour l'économie francilienne

La zone euro termine l'année 2013 en légère croissance et l'activité devrait garder son dynamisme au premier semestre 2014, notamment grâce à une amélioration des investissements. L'activité en France devrait reprendre à partir du quatrième trimestre 2013 après un troisième trimestre morose.

L'économie francilienne se caractérise au troisième trimestre 2013 par une stabilisation du niveau de l'emploi salarié et une légère hausse du chômage. Les ventes de logements neufs diminuent. La fréquentation hôtelière reprend par à-coups.

Jocelyne Mauguin, Insee Ile-de-France

Synthèse régionale

Au troisième trimestre 2013, l'emploi francilien reste stable. Il s'est stabilisé depuis un an, alors qu'il diminue en province (- 0,8 %). En un an, l'emploi salarié hors intérim continue de reculer dans l'industrie et le commerce, mais augmente dans le secteur des services. L'intérim diminue au troisième trimestre 2013 (- 3,6 % par rapport au deuxième trimestre) ; 3 700 postes en intérim disparaissent en un an. Le taux de chômage francilien augmente à nouveau légèrement (+ 0,1 point par rapport au deuxième trimestre) et atteint 9,2 % de la population active alors que la hausse du nombre de demandeurs d'emploi ralentit depuis le printemps 2013. Sur les onze premiers mois de l'année 2013, le nombre de créations d'entreprises est plus faible que celui observé sur la même période de l'année 2012, en raison de la baisse des créations d'auto-entrepreneurs. Les ventes de logements neufs diminuent en glissement annuel. La fréquentation hôtelière est chaotique en 2013.

Contexte international

Dynamisme confirmé des économies avancées

L'activité au troisième trimestre 2013 est restée dynamique dans les économies avancées, notamment aux Etats-Unis (+ 0,9 % après + 0,6 %) et au Royaume-Uni (+ 0,8 % après + 0,7 %). L'activité a ralenti au Japon (+ 0,3 % après + 0,9 %) et dans la zone euro (+ 0,1 % après + 0,3 %).

Le ralentissement par rapport au deuxième trimestre, dans la zone euro, tient à une baisse des exportations touchant l'ensemble des pays de la zone. La consommation des ménages s'est également tassée, notamment en Allemagne. Toutefois, grâce à la progression du PIB au troisième trimestre, la zone euro confirme sa sortie de récession.

En revanche, l'activité est globalement décevante dans les économies émergentes.

Dans les économies avancées, au vu de la poursuite de l'amélioration du climat des affaires, l'embellie devrait se poursuivre d'ici mi-2014.

L'activité dans la zone euro continuerait de croître (+ 0,3 % chaque trimestre), grâce à une modération de la consolidation budgétaire, à un redressement de l'investissement après un ajustement très prononcé et à une baisse de l'épargne de précaution des ménages.

Contexte national

Lente reprise en France

L'activité a légèrement reculé en France au troisième trimestre 2013 (- 0,1 % après + 0,6 %). Le recul a été net dans l'industrie manufacturière (- 1,0 % après + 2,0 %), du fait de la forte baisse de ses exportations (- 1,9 % après + 2,8 %). De plus, par contre-coup du premier semestre où les températures, inférieures aux normales saisonnières, avaient soutenu les dépenses de chauffage des ménages, la production d'énergie a nettement reculé au troisième trimestre (- 1,5 % après + 2,0 %).

L'évolution du climat des affaires à l'automne laisse à penser que le PIB français rebondirait fin 2013 (+ 0,4 %) notamment grâce à un sursaut des exportations manufacturières, et ralentirait au premier semestre 2014 (+ 0,2 % par trimestre).

Grâce à la stabilisation de l'emploi marchand d'une part, et à l'augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand d'autre part, l'emploi total progresserait encore d'ici mi-2014. Le chômage serait quasi stable (11,0 % pour la France entière) d'ici mi-2014.

Mi-2014, la consommation des ménages progresserait à peine, en raison du manque d'impulsion du pouvoir d'achat (+ 0,5 % sur un an). L'investissement des entreprises, après deux années de baisse, redémarrerait, mais faiblement.

L'emploi francilien reste quasiment stable depuis le début de l'année 2013

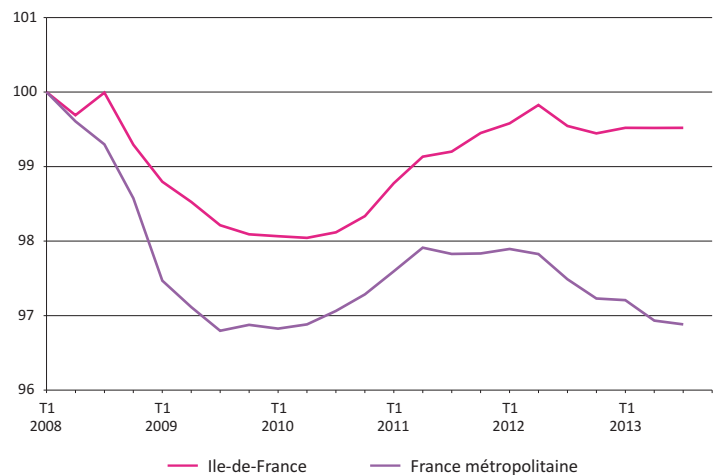
L'emploi salarié francilien reste stable au cours du troisième trimestre 2013, tout comme les deux précédents trimestres. L'année 2013 marque donc l'arrêt de la baisse, amorcée au second semestre 2012, alors que l'emploi salarié continue à reculer en province. Entre le troisième trimestre 2012 et le troisième trimestre 2013, l'emploi francilien est resté stable, alors qu'il diminue de 0,8 % en province. Dans ce contexte, l'emploi francilien est toujours inférieur à son niveau d'avant la crise de 2008.

Hors intérim, l'emploi salarié augmente de 0,1 % au troisième trimestre 2013. En un an, il augmente également de 0,1 % en raison de sa stabilité durant les trois trimestres précédents, soit un gain de 4 400 emplois. Cette évolution est toutefois relativement inégale selon les secteurs d'activité. L'emploi recule encore dans l'industrie (- 1,5 % en un an) : ce sont ainsi près de 54 000 emplois qui ont disparu dans la région depuis début 2008. Il continue de diminuer plus précisément dans le secteur de la fabrication de matériels de transports, ainsi que celui de la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de la fabrication de machines (respectivement - 2,7 % et - 1,8 % en un an, soit une perte de près de 2 100 et 1 300 emplois). Dans la construction, l'emploi continue de progresser sensiblement depuis la reprise amorcée à la fin 2011 (+ 1,2 % en un an, soit 3 300 emplois supplémentaires). Dans le secteur du commerce, l'emploi diminue depuis le quatrième trimestre 2012 (- 0,9 % en un an, soit une perte de près de 6 000 emplois).

Le secteur des services (hors intérim) est toujours le premier secteur employeur francilien en termes de postes. Il est à nouveau dynamique au troisième trimestre 2013 après une pause au deuxième trimestre 2013. L'emploi dans le secteur des services marchands hors intérim atteint son niveau le plus élevé, dépassant le niveau record de la mi-2012. Ce secteur redevient également le principal moteur des créations d'emplois dans la région. Avec 12 400 emplois supplémentaires en un an, l'emploi dans les services marchands hors intérim est en hausse de 0,2 %. Dans le secteur de l'information et de la communication, l'emploi salarié est à nouveau à la hausse (+ 1,4 % en un an, soit près de 5 300 emplois supplémentaires) après un an de diminution. Il poursuit sa progression dans les activités scientifiques, administratives et de soutien hors intérim (+ 0,7 % par rapport au troisième trimestre 2012, soit 6 500 emplois supplémentaires). A l'inverse, l'emploi salarié diminue toujours pour les activités financières et d'assurance (- 0,5 %, soit 1 600 emplois supprimés) et dans le secteur des transports et d'entreposage (- 0,3 %, soit 1 300 emplois supprimés en un an).

L'évolution de l'emploi salarié est également marquée par la perte de près de 3 700 postes en intérim en un an (- 4,2 %). L'emploi salarié dans l'intérim diminue fortement au troisième trimestre (- 3,6 % par rapport au deuxième trimestre), après deux trimestres de hausse. Le repli de l'emploi intérimaire est particulièrement important dans le secteur industriel et celui de l'hébergement-restauration. A l'inverse, l'emploi intérimaire est en hausse dans la construction, le commerce de détail et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie.

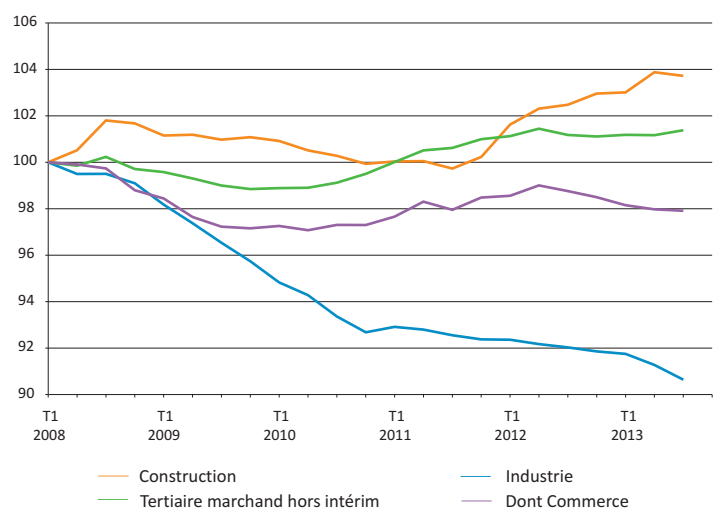
L'emploi salarié francilien est stable depuis le début d'année 2013 (en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2008)



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

La bonne tenue du tertiaire marchand contribue au maintien de l'emploi francilien (en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2008)



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture et intérim, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Le taux de chômage en légère hausse au troisième trimestre 2013

Après une stabilisation au deuxième trimestre 2013, le taux de chômage augmente à nouveau légèrement en Ile-de-France au troisième trimestre, s'établissant à 9,2 % de la population active. La progression est identique pour la France métropolitaine (+ 0,1 point) dont le taux de chômage atteint 10,5 %. Son niveau n'a jamais été aussi élevé en Ile-de-France depuis le printemps 1999. En un an, l'augmentation du taux de chômage est de 0,6 point dans la région, comme en France métropolitaine ; elle atteint 0,8 point en Seine-Saint-Denis. Au troisième trimestre 2013, le taux de chômage varie de 7,5 % dans les Yvelines à 13,3 % en Seine-Saint-Denis.

Le nombre de demandeurs d'emploi tend à se stabiliser

En novembre 2013, 861 590 demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle emploi, sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (catégories A, B, C). Parmi eux, 619 370 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A). Ces niveaux sont très proches des niveaux records enregistrés depuis quinze ans. Toutefois, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, initiée au printemps 2008, est nettement ralentie depuis quelques mois. Sur les six derniers mois, la hausse mensuelle a été de 0,4 % en catégorie A, contre 0,8 % au cours des six mois précédents¹. Cette décélération est de même ampleur en France métropolitaine. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a progressé de 7,4 % en Ile-de-France, à un rythme légèrement plus élevé qu'au niveau national (+ 5,6 %).

Le ralentissement profite en premier lieu aux jeunes : le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est stable sur les six derniers mois, probablement en lien avec le déploiement des emplois d'avenir. A l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi âgés d'au moins 50 ans augmente toujours (+ 1,2 % en moyenne mensuelle de septembre à novembre 2013 en catégorie A).

Fin novembre, 352 340 demandeurs inscrits en catégorie A, B, C sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 40,9 % des demandeurs d'emploi. Cette proportion n'avait pas été aussi élevée depuis février 1999.

Diminution des créations d'auto-entreprises depuis l'automne 2012

Avec près de 123 000 entreprises créées dans la région entre janvier et novembre 2013, le nombre total de créations d'entreprises est resté élevé, mais est en baisse par rapport à la même période de l'année précédente (- 1,6 %). Cette réduction confirme l'inflexion de l'évolution des créations d'entreprises initiée depuis l'automne 2012, tout en étant cependant moins prononcée qu'au niveau national (- 2,9 % sur la même période).

Cette diminution concerne particulièrement les activités de services où le nombre de créations a diminué de 3,8 % au cours de cette période. Seulement 35 000 entreprises ont été créées entre janvier et novembre 2013. De même, le recul des créations d'en-

Le taux de chômage francilien augmente à nouveau au troisième trimestre 2013

(en %, CVS)

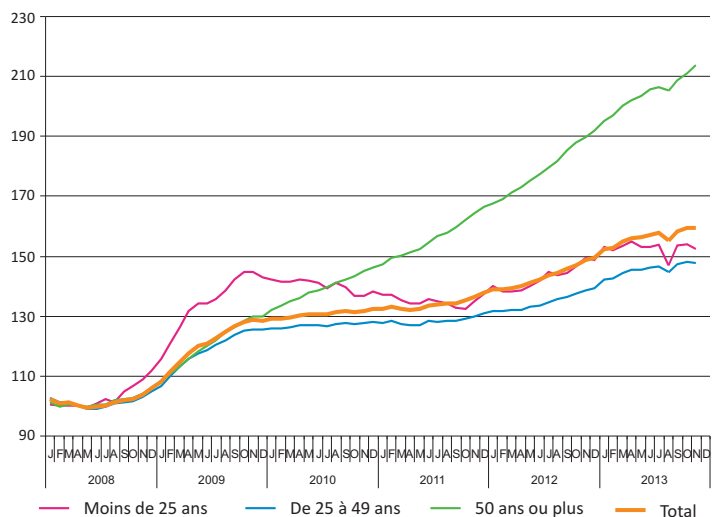


Note : données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières.

Source : Insee, taux de chômage localisés

Moindre progression du nombre de demandeurs d'emploi depuis le printemps 2013 en Ile-de-France

(en indice base 100 en avril 2008)



Données CVS.

Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares

¹ La diminution du nombre de demandeurs d'emploi en août et la nouvelle hausse en septembre sont essentiellement dues à la défaillance dans l'acheminement d'une partie des messages de relance envoyés aux demandeurs d'emploi lors de la campagne d'actualisation du mois d'août.

Les créations d'auto-entreprises diminuent en 2013

Créations d'entreprises	Cumul janvier - novembre 2013		Evolution en glissement annuel (%)*		
	Total créations	Part des auto-entreprises (%)	Total créations	Auto-entreprises	Créations hors auto-entreprises
Industrie	3 997	57,4	-1,8	-8,5	8,9
Construction	14 517	35,5	-5,5	-20,7	5,7
Commerce, transports, hébergement, restauration	29 473	44,1	1,2	-1,0	3,0
Information et communication	11 004	58,4	-5,3	-6,5	-3,5
Activités financières	3 284	18,5	11,7	6,5	12,9
Activités immobilières	3 205	17,4	-2,5	0,5	-3,1
Activités de services	34 905	57,3	-3,8	-6,1	-0,5
Enseignement, santé, action sociale	12 179	61,7	8,1	2,7	18,2
Autres activités de services	10 249	70,7	-6,1	-13,8	19,6
Total Ile-de-France	122 813	51,1	-1,6	-6,5	4,0
Total France métropolitaine	481 942	52,2	-2,9	-11,3	8,3

* Evolution du cumul janvier - novembre 2013 par rapport au même cumul douze mois auparavant.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Le secteur de la construction est important dans la construction (- 5,5 %, soit 14 500 entreprises créées sur ces onze mois), ainsi que dans les secteurs de l'information et de la communication (- 5,3 %, soit 11 000 entreprises créées). En revanche, le nombre de créations d'entreprises est en hausse dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale : il s'élève à 12 200 pour la période de janvier à novembre 2013.

Les auto-entreprises continuent de représenter une création d'entreprise sur deux. Toutefois, entre janvier et novembre 2013, le nombre de créations d'auto-entreprises a diminué de 6,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cela confirme le moindre engouement pour le statut d'auto-entrepreneur depuis l'automne 2012, alors que le nombre de créateurs ayant opté pour ce statut était en hausse au premier semestre 2012.

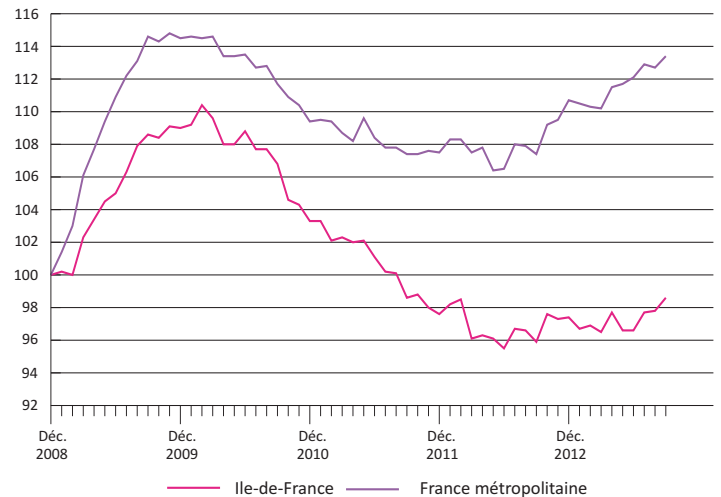
Hors auto-entreprises, le nombre de créations augmente de 4,0 % entre janvier et novembre 2013 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution présente des différences importantes selon la forme juridique choisie : forte augmentation pour les entreprises individuelles (+ 19,8 % en un an) et stabilité pour les sociétés (- 0,1 %).

A la fin du troisième trimestre 2013, le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours des douze derniers mois augmente par rapport aux douze mois précédents (+ 2,8 %), mais moins fortement qu'en France métropolitaine (+ 5,7 %). Il est proche du niveau d'avant 2008.

Forte diminution des ventes de logements neufs

Les ventes de logements neufs ont fortement baissé en Ile-de-France au troisième trimestre 2013 après une augmentation au deuxième trimestre. Elles ont diminué de 5,2 % par rapport au troisième trimestre 2012, à un rythme toutefois moins élevé que celui observé en France métropolitaine (- 7,5 %). Les prix de vente de logements neufs au m² remontent légèrement (+ 0,2 % au troisième trimestre 2013 par rapport au troisième trimestre 2012 en Ile-de-France), rompant le mouvement de baisse installé depuis le printemps 2012.

Au troisième trimestre 2013, hausse du nombre de défaillances jugées au cours des 12 derniers mois en Ile-de-France par rapport aux 12 mois précédents (en indice base 100 en décembre 2008)

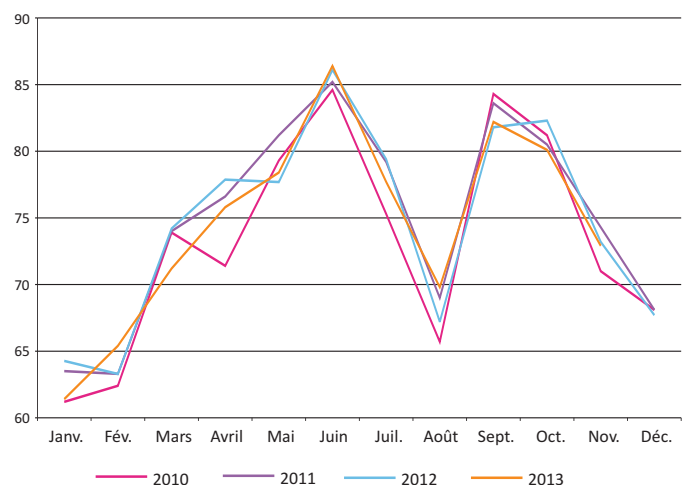


Note : données mensuelles brutes au 8 novembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

Fréquentation hôtelière irrégulière au troisième trimestre 2013

Evolution du taux d'occupation en Ile-de-France (en %)



Source : Insee, DGCS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

La diminution des prix de vente des logements anciens perdure (- 1,2 % en moyenne sur les douze derniers mois, - 0,3 % au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre). En province, ils diminuent de 1,5 % en un an et de 0,1 % par rapport au deuxième trimestre.

Les perspectives d'activité de construction de logements neufs ne sont pas favorablement orientées à court terme en Ile-de-France. Fin novembre 2013, le nombre de logements dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois est stable (- 0,4 % par rapport aux douze mois précédents, soit 49 000 logements commencés de décembre 2012 à novembre 2013, presque autant que sur les douze mois précédents). Par ailleurs, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois recule de 22,3 % par rapport aux douze mois précédents (62 000 logements autorisés de décembre 2012 à novembre 2013 contre 80 000 sur les douze mois précédents).

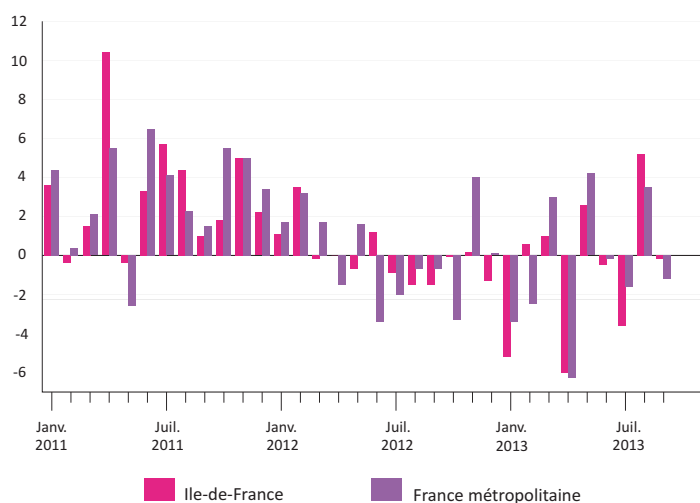
L'activité hôtelière reprend par à-coups depuis le printemps 2013

En Ile-de-France, l'activité hôtelière connaît une reprise irrégulière aux deuxième et troisième trimestres 2013 après un repli depuis la seconde moitié de l'année 2012. En effet, le taux d'occupation est élevé en juin et en août, mais relativement plus faible les autres mois. Entre janvier et novembre 2013, les nuitées ont diminué de 0,7 % par rapport à l'an passé, en raison d'un mauvais début d'année et d'un faible mois de juillet, mais le bilan a été cependant plus favorable en mai et en août (+ 2,6 % et + 5,2 % des nuitées par rapport à 2012).

L'activité pâtit de la forte diminution de la fréquentation hôtelière de la clientèle française (- 7,9 % en un an sur la période de janvier à novembre 2013) qui n'est pas entièrement compensée par la fréquentation plus importante de la clientèle étrangère (+ 5,6 %). Ce sont les clientèles en provenance des Etats-Unis et du Royaume-Uni qui sont en plus forte progression : leurs nuitées progressent respectivement de 575 000 et 234 000 par rapport à l'an passé, pour la période de janvier à novembre. La fréquentation de la clientèle en provenance de Chine continue d'être en très forte hausse, avec une augmentation de 474 000 nuitées sur la même période. Les touristes espagnols sont toujours moins nombreux (- 184 000 nuitées) : ils figurent en troisième position de la clientèle européenne de la région sur cette période, après les clientèles britannique et allemande.

Fréquentation des hôtels franciliens chaotique en 2013

Evolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réétalonnées.

Source : Insee, DGCI, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Pour en savoir plus

- « Reprise poussive », Insee Note de Conjoncture, décembre 2013.
- « Economie francilienne : quelques signes de reprise », Ile-de-France Insee Conjoncture, n° 04, octobre 2013.
- « Léger mieux pour l'économie francilienne », Ile-de-France Insee Conjoncture, n° 03, juillet 2013.

Sources et définitions

Les estimations trimestrielles d'emploi sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte, sans distinction de taille. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisé). Ces estimations sont corrigées de la multi-activité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Catégorie A, B, C : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie A : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois.